

TURQUIE

Le laïcisme au service du statu quo

C'est la poursuite de la démocratisation de la Turquie qui risque de faire les frais de la mobilisation de la droite nationaliste et laïque contre les conservateurs religieux.

C'est un détail qui pourrait paraître sans importance, une des ces mille et une informations qui ne font jamais la une des journaux. Pourtant sa portée symbolique est incontestable. Lundi, le Ministre des infrastructures nationales israélien, Binyamin Ben Eliezer a annulé son voyage en Turquie. Le dossier qu'il s'appropriait à aborder avec le Ministre de l'énergie et des ressources naturelles turc, Hilmi Güler, était critique pour les deux pays: la construction d'un pipeline reliant le port de Ceyhan au port d'Achkelon en Israël. Selon l'ambassade israélienne l'annulation du voyage serait due aux récents développements politiques en Turquie.

Cet incident de la vie diplomatique turco-israélienne est indicatif de la gravité de la crise provoquée par l'élection présidentielle en Turquie. Le parti au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, espérait pouvoir faire élire un de ses membres à la plus haute fonction de l'Etat turc après la fin du mandat présidentiel du kémaliste Ahmet Necdet Sezer. Ainsi l'AKP aurait contrôlé tous les rouages de l'appareil législatif - la présidence, le gouvernement et le parlement - et, selon ses nombreux critiques, il aurait pu remettre librement en question les fondements laïcs de la république.

Barrer la route aux islamistes

Cependant Abdullah Gül, le candidat de l'AKP n'a obtenu que 357 voix lors du premier tour de scrutin parlementaire, vendredi dernier, alors qu'il lui en aurait fallu 367, c'est à dire deux tiers des sièges au parlement. Au troisième tour du scrutin, une majorité simple aurait suffi à Gül, actuel ministre des affaires étrangères, pour être élu. Afin de parer à cette éventualité, le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), de tendance kémaliste, qui avait appelé au boycott de l'élection, déposa une requête d'invalidation du premier tour du scrutin à la Cour constitutionnel pour absence du quorum requis. Bien que la question du quorum soit ouverte à interprétation, la Cour a décidé d'invaliditer les élections dans un contexte très tendu dû à l'intervention de l'armée dans le débat. Des élections législatives anticipées devraient avoir lieu d'ici deux mois.

La crise gouvernementale a le mérite de mettre en évidence l'inadéquation du système législatif turc. Les députés devaient désigner un président à quelques mois d'élections législatives qui, potentiellement, auraient pu changer la donne au parlement. Mais un problème autrement plus critique quant au fonctionnement de



Manif du 1er mai: la gauche mobilise pour une Turquie plus démocratique et véritablement laïque.

la démocratie turque est dû au fait que, lors des élections législatives de 2002, le parti au pouvoir avait obtenu une majorité absolue au parlement (352 sur 550 sièges) avec seulement 25 % des voix. En effet, un parti politique doit passer le seuil des 10 % au niveau national pour être représenté au parlement. En pratique cette disposition vise principalement les partis politiques qui défendent les intérêts de la minorité kurde et remportent toujours les élections dans les régions du sud-est de la Turquie, mais n'arrivent pas à dépasser la barre des 10 % à l'échelle nationale. Leurs sièges sont alors reportés sur les partis ayant franchi ce seuil.

Théoriquement, les difficultés actuelles pourraient être l'occasion de remettre en question le système législatif et de lancer un débat plus large sur la démocratisation de la société. Cependant, les discussions se focalisent uniquement sur la protection d'une laïcité qui, en fait, mériterait d'être scrutée de plus près. En effet, depuis 1949, les cours de religion sont obligatoires à l'école primaire et consistent en un enseignement des préceptes de l'islam

sunnite alors que près de 25 % de la population turque est alévie - une branche de l'islam à part. Il existe également diverses mesures discriminatoires envers les minorités religieuses non musulmanes. Toutes ces dispositions furent prises, faut-il le rappeler, par des gouvernements qui revendiquaient leur attachement aux principes kémalistes et non pas par des partis islamistes. Par ailleurs, l'armée a encouragé l'enseignement de la "synthèse islamo-turque" après le coup d'état de 1980 dans le but de contrer l'influence intellectuelle de la gauche marxiste et ce n'est que vers le milieu des années 90 qu'elle a retrouvé des accents plus kémalistes. Aujourd'hui la situation est sans doute plus critique qu'en février 1997 lorsque l'armée turque poussa le gouvernement islamo-conservateur de Necmettin Erbakan et Tansu Çiller à la démission. Vendredi soir, l'état-major de l'armée turque a accusé le gouvernement actuel, dans le contexte de l'élection présidentielle, de ne pas être fidèle aux principes laïcs républicains et fait savoir qu'en cas de nécessité, "les forces armées turques ex-

primeront clairement et nettement leur position et agiront en conséquence".

L'armée hausse le ton

Mais cette déclaration ne s'adresse pas seulement au gouvernement de Tayyip Erdogan et aux députés de l'AKP, mais à tous ceux qui voient en la présente crise une occasion pour un large débat sur la démocratisation des institutions, donc aussi sur la question kurde. Le texte des généraux est clair sur ce point: "Tous ceux qui s'opposent à la conception 'Heureux qui se dit turc' du grand fondateur de notre république Atatürk sont les ennemis de la république et le resteront." Il est frappant que cet ultimatum ait été publié tout juste après que le CHP eût déposé sa requête d'invalidation du premier tour du scrutin présidentiel, mettant ainsi la Cour constitutionnel sous pression. D'ailleurs, Deniz Baykal, le chef de l'opposition, a déclaré le week-end que la validation du scrutin "entraînerait la Turquie vers un conflit extrêmement dangereux".

Ce sont justement les propos incendiaires de ce genre

et la proximité du discours des partis et ONG kémalistes avec la rhétorique martiale des généraux qui inquiètent la gauche marxiste et alternative. Lors des impressionnantes manifestations antigouvernementales à Ankara et Istanbul, les kémalistes ont marché côte à côte avec l'extrême droite nationaliste. Certes le meeting d'Istanbul de dimanche dernier n'a pas été boycotté par les nombreux syndicats et ONG de gauche qui avaient refusé de participer à la manifestation d'Ankara du 14 avril, organisée par l'Association de la pensée ataturkiste (ADD), proche de l'armée. La manifestation d'Istanbul a eu lieu à l'appel d'organisations de femmes et de nombreuses organisations de gauche, comme par exemple la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK) ont accepté d'y participer. Mais cette présence n'a pas empêché la tenue de discours nationalistes, racistes et militaristes. Certes le nombre de participants refusant à la fois la charia, menace abstraite, et le coup d'Etat, menace concrète, était considérable à Istanbul. Mais leurs aspirations démocratiques ont de fortes chances d'être étouffées par le bruit de bottes des militaires et des nationalistes aux côtés desquels ils ont accepté de marcher. Jusqu'à ce jour la défense du laïcisme a surtout été l'apanage de l'armée, de l'establishment kémaliste et de la bourgeoisie. Cette réalité était d'ailleurs reflétée dans les récentes manifestations, où l'on vit avant tout défiler les classes moyennes. On ne peut nier que la focalisation sur la laïcité marginalise d'autres questions fondamentales dans le débat politique turc, la question sociale et le problème kurde entre autres, et encourage le maintien du statu quo dans ces domaines.

Conscients de ces dangers, plusieurs organisations et syndicats de gauche ont appelé à manifester le 1er mai pour une Turquie plus démocratique et véritablement laïque. Cependant lors des manifestations de la fête du travail, les forces de l'ordre, étonnamment discrètes lors des manifestations pour la laïcité, étaient omniprésentes. Selon le DISK, près de 900 personnes ont été arrêtées rien qu'à Istanbul et la police n'a pas hésité à intervenir de façon très brutale lors de plusieurs meetings. Il est vrai que les drapeaux rouges agités par les manifestants n'arboraient pas de croissant et d'étoile.

Laurent Mignon